

## **Parti socialiste, socialisme parti**

Frédéric LORDON

Trésor des archives audiovisuelles et formidable pouvoir d'une image : c'est en 1993, à un meeting socialiste dans le Nord, terre ouvrière s'il en est. M. Fabius est venu faire campagne. La réunion touche à sa fin. Le secrétaire de fédération qui a dans les 70 ans est d'une autre génération. D'un signe, il envoie l'Internationale et, suivi par la salle, lève le poing et se met à chanter. Comme transporté dans un univers parallèle et aberrant, M. Fabius cherche une réponse comportementale et, lui à qui toute sa trajectoire sociale interdit d'en appeler à la révolution et qui se trouve physiquement incapable de lever le poing ne voit pas d'autre issue que... de mettre sa main sur le cœur. Nous sommes tous américains.

On voudrait pouvoir en rester là, à cette image qui dit tout en un éclair, deux décennies de dérives et d'abandons. Il faut pourtant retrouver la parole et se décider à poser quelques questions importunes, sauf à en rester à ces fulgurantes analyses du blairisme à la française – qu'on peut difficilement entendre sans un rire nerveux – pour qui l'échec du premier tour résulte d'un défaut d'assomption et de pédagogie de la mondialisation ! Le fond est irréprochable, c'est la « communication » qui a manqué...

Pour comprendre comment on en est arrivé à ce degré d'aveuglement, il suffit de se demander ce qui peut rester de gauche dans un parti dirigé à quelques exceptions près par des grands bourgeois qui voient le monde depuis leur position sociale et, pensant leur condition comme universelle, trouvent finalement bien des agréments à la mondialisation, jugent de la décence des stock-options à l'aune de leurs propres revenus, figurent dans des tranches de barème fiscal où, il est vrai, il s'agirait de penser à baisser l'impôt, et ne voient pas le mal dans les fonds de pension, tout le monde n'a-t-il pas droit à un petit portefeuille ? Car on peut, sans tomber dans le procès des origines ni la sommation à expier, poser la question sociologique des trajectoires sociales, notamment scolaires, et des manières de voir qui leur sont attachées. Et l'on peut aussi se demander ce qui a fait défaut dans les fonctionnements politiques du PS pour qu'à ce point ses dirigeants retournent à leurs « attracteurs sociologiques » et que s'annulent tous les effets d'engagement qui les avaient d'abord conduits « à gauche ».

Cette césure élitaire, dont le rejet est certainement l'un des enseignements les plus clairs du scrutin, n'est peut-être nulle part plus visible que dans le cas des 35 heures, mesure

bien faite pour rassurer les élites socialistes quant à leur identité socialiste, mais dont les modalités témoignent qu'elles ont été conçues par des cadres et pour des cadres. Les bilans sociaux des 35 heures confirment dramatiquement l'analyse du scrutin : les cadres plébiscitent, les ouvriers hurlent – mais nul ne les entend. Existents-ils seulement encore ? Le désir de se débarrasser de la lutte des classes a fait dire à une sociologie empressée que les classes sociales avaient disparu – classe ouvrière en tête évidemment. Tragique erreur : les classes ouvrières, exclues des discours, étaient encore dans la réalité... Entre perte de salaire et flexibilisation à outrance, le compte de la RTT n'est pas bon, et voilà que la plus emblématique des mesures Jospin se retourne en un petit désastre politique.

Il ne faut pas hésiter à donner à cette bévue sociologique toute son importance, et à en faire l'analyseur des deux grands renoncements de la politique social-libérale. Comme si chaque expérience de gouvernement socialiste se devait d'être ponctuée de quelques trahisons majeures, après l'alignement orthodoxe de 1983 et la libéralisation financière de 1985, les années 1997-2002 resteront comme celles de la conversion fiscale et du virage sécuritaire.

C'est lorsque son ancrage politique supposé le plus sûr, celui de la gauche, cède à son tour que l'idée républicaine de l'impôt, manifestation du lien social par la contribution à une vie matérielle collective, achève de faire naufrage. Que la gauche consacre ainsi l'éviction de la pédagogie par la démagogie fiscale en dit long sur l'état de sa décomposition doctrinale comme de sa sociologie politique implicite puisque la voilà désormais engagée dans un tête-à-tête fiscal avec les seules classes moyennes et supérieures – celles qui payent l'impôt. Si cette démission fiscale est particulièrement tragique, c'est bien parce qu'elle renonce à réunifier le contribuable et l'utilisateur, et ce faisant prive la dépense publique de sa légitimité et de sa ressource. On ne mesure peut-être nulle part mieux l'ampleur de cette régression qu'à voir fleurir dans le discours des hiérarques socialistes les figures du dénigrement de l'intervention publique et les stigmatisations des politiques « dépensolâtres » puisque désormais cette « gauche » n'hésite plus à parler libéral quand elle livre le fond de sa pensée.

Or les classes populaires pâtissent deux fois des politiques de repli fiscal, d'abord parce que les baisses d'impôt ne les concernent pas, ensuite parce qu'elles sont directement frappées par l'affaissement d'une dépense publique qui suffit déjà à peine au maintien de leurs conditions d'existence. Quand l'Etat superpose son retrait aux effets de fond du chômage de masse au lieu de les combattre, le sentiment d'abandon et l'anomie qui règne dans les lieux les plus déshérités apparaissent comme la synthèse quasi-parfaite de toutes les tendances du néolibéralisme. Il suffit d'y rajouter l'œuvre des télévisions, en particulier privées, qui n'ont pas d'autre projet que d'exciter les « valeurs » de la cupidité et de la

consommation, et d'étaler la richesse des possédants aux yeux des moins bien lotis, pour tenir tous les ingrédients de la révolte, laquelle, faute de se trouver une expression politique où elle puisse se reconnaître, se retourne presque inmanquablement contre elle-même. Alors la gauche rejoint la droite dans l'incapacité à aller au delà des faits de violence, à en analyser les causes sociales, proclamées non pertinentes, et ne trouve rien d'autre à leur opposer que les discours et les pratiques sécuritaires. Regardés comme des faits aberrants mais autosuffisants, surtout pas symptômes d'autre chose, les actes de violence anémique seraient de purs surgissements sans cause, d'ineffables manifestations du mal. Voilà où en est rendue la gauche : il n'y a rien au delà de la rage des sauvages, que le seul horizon de l'extirpation.

A ce stade de confusion intellectuelle, il ne reste plus que la dénégation dérisoire de l'indifférenciation droite-gauche, les uns et les autres répétant mécaniquement leur différence mais comme les hallebardiers de l'opéra chantant « marchons marchons » en piétinant sur place. De ce point de vue, Barcelone aura été un sommet, en tous les sens du terme, en tout cas probablement le moment le plus dévastateur de la campagne. Quand Chirac et Jospin vont ensemble signer l'allongement de l'âge du départ en retraite – avant de proposer des fonds de pension jumeaux –, quand ils actent la déréglementation des services publics, quand, après les 3% de Maastricht puis les 1% d'Amsterdam, ils approuvent les 0% de déficit budgétaire, que reste-t-il de la différence droite-gauche, et surtout que reste-t-il de la gauche ? Des ruines, voilà ce qu'il en reste : ruines de l'idée que les entreprises nationalisées sont des enclaves à préserver car on peut y traiter les salariés autrement que comme de la chair à taux de profit, mais aussi, par ailleurs, ruines de l'abolition de la double peine, ruines du vote des immigrés, de la régularisation des sans-papier...

Il y a peu, un de ces commentateurs qui font notre « joie » prophétisait que, le contexte déstabilisant de la mondialisation faisant naître une demande d'ordre, l'époque à venir serait policière et par conséquent promise à la droite. De l'art de raisonner faux avec des prémisses justes ! C'est pourtant ce genre de vaticination qui deviendra réalité si la gauche ne se décide pas à voir que la demande de sécurité policière n'émerge que lorsque la demande, plus fondamentale, de sécurité économique et sociale a été ignorée. Mais pour y parvenir encore faudrait-il qu'elle accepte de se dessiller et surtout d'en finir avec cette formidable incohérence qui, d'une part fait dire que la mondialisation néolibérale est une fatalité quasi-cosmique hors de tout contrôle, d'autre part lui fait faire ses avancées les plus franches par des décisions politiques bien terrestres – à Barcelone, à l'OMC, dans l'AMI... – pour enfin revenir, déconfit, en constater les dégâts sur le terrain... mais toujours sans rien comprendre des rapports de cause à effet. Ce sont ces rapports qu'il importe d'urgence de faire voir de

nouveau si l'on veut éviter que la société ne rejoigne la configuration libérale-policrière à laquelle elle semble autrement promise. Plus que jamais c'est donc du côté du mouvement social, et aussi du côté de tous les minoritaires qui vivent douloureusement leur abnégation militante au sein des partis dits « de gouvernement », qu'il faut aller chercher les forces du renouvellement capables de penser ces impensables du social-libéralisme et qui, n'ayant pas peur des rapprochements incongrus, sauront mettre en regard déficit budgétaire et nombre de postes d'éducateurs, rentabilité des capitaux propres et consommation d'anxiolytiques, compétitivité et vies brisées, réduction des dépenses publiques et ascenseurs qui n'arrivent plus.